

Le Souverain Pontife réaffirme les conditions d'une paix durable

La reddition ratifiée à Berlin la nuit dernière

L'égalité de droit des nations fortes et des faibles — La libération des prisonniers et internés de guerre — Goering et Kesselring aux mains des Etatsuniens — Les amendements des Quatre au projet de Dumbarton-Oaks

La Russie a annoncé la reddition de l'Allemagne hier soir, dix heures après les déclarations officielles de Washington et de Londres, et une journée et demie après le début des célébrations dans les autres pays alliés.

La reddition a été ratifiée à Berlin à la fin de la soirée d'hier par le maréchal Wilhelm Keitel, chef de l'état-major général allemand, l'amiral van Friedeburg et le général Stumpf, qui représentait l'aviation, en présence des représentants alliés: le maréchal de l'air sir Arthur Tedder pour l'Angleterre, le général Carl Spaatz pour les Etats-Unis, le maréchal Zhoukov pour la Russie et le général de Lattre de Tassigny pour la France.

Lorsque les délégations des puissances alliées furent réunies dans la salle où devait se dérouler la cérémonie, le maréchal Zhoukov a ordonné qu'on amène les plénipotentiaires allemands. Les chefs représentant l'armée, la marine et l'aviation allemandes sont entrés dans la salle à minuit et dix minutes, au milieu d'un silence absolu.

Le maréchal Zhoukov leur a demandé s'ils avaient le document de la reddition sans conditions, s'ils en avaient pris connaissance et s'ils acceptaient de le signer. Le maréchal Tedder a posé la même question. Le maréchal Keitel a répondu: Oui, j'accepte, et il a remis au maréchal Zhoukov l'ordre signé par le grand-amiral Doenitz autorisant les Allemands à signer la reddition. Les trois Allemands ont ensuite signé; à minuit et quarante-cinq la cérémonie était terminée; on a remis une copie du document au maréchal Keitel, et le maréchal Zhoukov a dit: La délégation allemande peut maintenant se retirer.

Les clauses de la reddition sont en voie d'exécution un peu partout, sauf en Tchécoslovaquie où la situation demeure confuse; les troupes allemandes ont rouvert le feu à 1 heure 50 ce matin, soit près de deux heures après l'entrée en vigueur de la reddition. Les garnisons allemandes qui occupaient les ports français de la Rochelle, Saint-Nazaire et Lorient se sont rendues et les troupes françaises ont occupé ces ports. La commission alliée qui doit prendre le contrôle en Norvège est arrivée à Oslo hier.

Une agence de nouvelles norvégienne dit que Vidkun Quisling, premier ministre du gouvernement pro-allemand, s'est présenté à un poste de police d'Oslo où on l'a arrêté. La N.B.C. annonce de Paris que le maréchal Hermann Goering et le maréchal Kesselring ont été pris par la 7e armée étatsunienne; Goering a déclaré qu'il a été condamné à mort par Hitler, le 2 avril, pour avoir suggéré d'assumer lui-même le commandement du Reich à la place de Hitler; il a dit qu'il s'est échappé et est demeuré depuis la fin de mars dans la région où on l'a pris.

LA VOIX DU PAPE

Sa Sainteté Pie XII a adressé aujourd'hui un message au monde par la radio du Vatican. Enfin, dit-il, la guerre a pris fin après plus de cinq ans de souffrances; un cri de reconnaissance monte de nos coeurs vers notre Dieu bien-aimé, avec notre prière pour la fin, conformément à la justice, de la guerre d'Extrême-Orient. Nous gardons le souvenir de ceux qui sont tombés dans cette guerre et il nous semble que ceux qui sont morts avertissent les survivants et expriment leur espérance que la justice et l'égalité de droit pour tous les Etats, grands et petits, forts et faibles, pourra être réalisée après cette guerre.

Le Pape exprime de nouveau sa conviction que si l'on veut édifier une paix durable et solide, il faut l'asseoir sur la justice, la compréhension et la confiance. Le Souverain Pontife dit que le travail de la reconstruction doit commencer immédiatement et qu'il faut résoudre les problèmes gigantesques et les difficultés où se débat l'Europe, si l'on veut que la paix soit durable. Il recommande aussi la libération et le retour dans leurs familles et dans leurs pays le plus tôt possible de tous les prisonniers et internés de guerre, car ces gens peuvent aider à la vaste tâche de reconstruction de l'Europe en ruines, et que leur présence dans leurs foyers contribuera à prévenir la continuation de la misère et de la faim. Il faut de même, dit-il, que la haine et les mensonges semés par la guerre disparaissent pour que l'on se remette aux oeuvres de la paix. Le Pape a terminé son allocution en donnant à ses auditeurs la bénédiction apostolique.

Le Pape s'est toujours fait le défenseur des opprimés. De même qu'il est intervenu en faveur des victimes du nazisme, de même il proteste indirectement aujourd'hui contre le sort qui menace un grand nombre de prisonniers de guerre allemands. Le droit international proclame clairement que les prisonniers de guerre doivent être remis en liberté dès le rétablissement des relations pacifiques; la demande du Souverain Pontife n'est en somme qu'un rappel de la Convention de Genève qui stipule que le rapatriement des prisonniers doit s'effectuer dans le plus bref délai possible après la conclusion de la paix. Sans doute les Russes qui veulent des réparations en main-d'oeuvre et qui déportent pour cela des prisonniers de guerre en Russie, peuvent prétendre que techniquement la paix n'est pas rétablie. La guerre totale a bouleversé le droit international et il s'écoulera une période peut-être longue avant le rétablissement de la paix. M. Roosevelt a même déclaré qu'il faudra peut-être cinquante ou soixante ans avant que l'Allemagne recouvre ses droits et reprenne sa place dans la société des peuples. Mais les Russes vont-ils détenir leurs prisonniers pendant cinquante ans?

En même temps que le résumé de l'allocution du Pape, nous arrive une déclaration faite à San-Francisco, par l'ambassadeur Edwin Pailey, représentant des Etats-Unis dans la Commission alliée des réparations. M. Pailey a dit que les Etats-Unis ne désirent pas imposer de force de la main-d'oeuvre allemande. Il est à prévoir que l'Angleterre prendra la même attitude. On peut donc d'autant plus regretter que les autorités

françaises aient cru bon de réclamer le travail forcé de 2,000,000 d'Allemands. Le problème des prisonniers de guerre va peut-être devenir un facteur de désaccord sérieux entre les Alliés à cause des principes en jeu.

SAN-FRANCISCO

Le travail de la conférence de sécurité internationale, interrompu pour la célébration de la victoire en Europe, reprend aujourd'hui; les divers comités se réunissent à huis clos pour étudier les centaines d'amendements soumis au projet de Dumbarton-Oaks. Les grandes puissances avaient elles-mêmes proposé des changements au plan initial de la future société des nations, et ces jours derniers elles se sont entendues au sujet de ces modifications. Mais là comme dans beaucoup d'autres domaines, l'accord ne semble pas parfait.

On a annoncé à la fin de la semaine dernière que les Quatre avaient convenu d'accepter un amendement des Etats-Unis pour l'inclusion dans la charte mondiale de dispositions qui permettraient de modifier cette charte et les traités internationaux au besoin. Il était apparemment décidé que l'Assemblée générale pourrait, par un vote des trois quarts de ses membres et l'approbation de la majorité du Conseil de sécurité, convoquer des conventions constitutionnelles pour décider s'il y a lieu de réviser la charte internationale. On rapportait que M. Molotov était d'abord opposé à un tel amendement et qu'il avait exigé cette double majorité; il avait aussi obtenu que chacune des grandes puissances garderait un droit de veto sur les changements que pourrait préconiser une convention constitutionnelle.

Mais hier M. Molotov a fait une déclaration aux journaux, où il dit que les Quatre ont décidé à l'unanimité de ne pas instituer de mécanisme pour la révision des traités ni de la charte internationale. Un correspondant note que la déclaration du ministre russe était ambiguë et porte à douter de l'unanimité. Si l'affirmation de M. Molotov est fondée, ce serait une nouvelle capitulation aux vues soviétiques; le principe de la révision des traités était pourtant l'une des principales demandes du sénateur Vandenberg et ce dispositif international a été réclamer par l'épiscopat catholique des Etats-Unis et du Canada.

M. Molotov a donné comme raison que si l'on parle dans la charte internationale de la nécessité d'une révision éventuelle des traités, ce sera faire le jeu des pays ennemis qui ne demanderont pas mieux que de faire modifier le plus tôt possible les traités sévères que les vainqueurs vont leur imposer. De plus, il estime que donner à la société internationale le droit de réviser les traités ce serait une violation des droits souverains des Etats, droits qui sont proclamés dans le projet de Dumbarton-Oaks. Ce dernier argument est assez imprévu, car les petits pays reprochent déjà aux grandes puissances de ne pas respecter la souveraineté des Etats en donnant des pouvoirs trop étendus au Conseil de sécurité, et en plaçant les grandes puissances au-dessus de la charte internationale par le droit de veto.

Mais la vraie raison de l'attitude de M. Molotov n'est pas la crainte de l'Allemagne, ni le souci des droits des Etats; il craint beaucoup plus des demandes de révision au nom des Etats baltes, de la Pologne et des autres pays dont la Russie a lésé les droits. Le grand danger c'est que si la charte internationale est proclamée intangible, le jour où elle ne correspondra plus aux faits il n'y aura qu'un tribunal de révision: la guerre.

Les Quatre se sont entendus sur quatre autres points que M. Molotov estime fondamentaux. D'abord la charte du monde va proclamer les principes de justice, de droit international, de respect des droits personnels, et des libertés fondamentales pour tous les hommes. Il est à craindre que dans cette affirmation de principe les mots ne signifient pas la même chose pour tous, puisque les Russes trouvent équitable de condamner aux travaux forcés des prisonniers de guerre qui n'ont commis aucun crime, et alors que le seul motif de détention — la nécessité militaire — a disparu avec la fin des hostilités.

Il est aussi convenu que les traités dirigés contre l'Allemagne, comme les alliances de vingt ans de la Russie avec la France, la Tchécoslovaquie, la Yougoslavie et le gouvernement de Varsovie, demeureront en vigueur jusqu'à ce que les gouvernements intéressés jugent que l'organisation mondiale est vraiment en mesure d'empêcher l'agression.

Un autre facteur où le délégué russe voit un signe d'unanimité c'est qu'aucune des grandes puissances n'a demandé que les pouvoirs prévus pour le Conseil de sécurité soient modifiés. Il est assez normal que les Quatre acceptent la domination qu'ils se sont eux-mêmes attribuée; mais ce sont les autres pays qui vont mener la lutte contre le Conseil de sécurité.

M. Molotov a signalé aussi l'unanimité sur un autre sujet: celui des mandats, protectorats, colonies. Il a dit que les Quatre s'entendent sur le principe qu'il faut que tous les pays dépendants puissent le plus tôt possible prendre la route de l'indépendance. Mais l'accord finit là, car à propos des mandats, le ministre russe a dit que l'Angleterre et les Etats-Unis ont un avis différent de celui de la Russie et qu'il faudra étudier davantage la question.

L'interview de M. Molotov était à peine publiée que les délégués anglais et étatsuniens ont fait des réserves à propos de la révision des traités. Ils prétendent qu'à la demande de M. Molotov ils ont accepté de ne pas parler des traités dans l'amendement prévu, mais que l'Assemblée générale doit garder le droit de recommander le rajustement de "toutes situations, quelle que soit leur origine". Il semble bien que les interprétations varient d'une délégation à l'autre; si l'on continue dans cette voie, chacun rapportera de San-Francisco, comme c'est arrivé pour Yalta, un document virtuellement différent. C'est de l'unanimité fort relative.